

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 30/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS DEMOLITION AUTO**

Hameau de Charmoy  
21540 Blaisy-Haut

Références : 2026-155  
Code AIOT : 0005401541

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement SAS DEMOLITION AUTO implanté HAMEAU DE CHARMOIS 21540 Blaisy-Haut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est rendue sur le site situé au lieu-dit "Sur Roche-Bas", sur la commune de Baulme la Roche, à la suite d'un incendie survenu le 19 mars 2026.

La visite d'inspection a pour but de recueillir les premiers éléments sur l'évènement (chronologie, origine, gestion de l'évènement, impacts environnementaux et sanitaires consécutifs à l'accident) et d'évaluer leurs conséquences à court et long terme en vue d'identifier les actions correctives et mesures d'urgence nécessaires pour garantir la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement .

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS DEMOLITION AUTO
- HAMEAU DE CHARMOIS 21540 Blaisy-Haut
- Code AIOT : 0005401541
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DEMOLITION AUTO (MIGNARD) dont le siège social est situé Hameau de CHARMOY - 21540 BLAISY-HAUT, est autorisée par arrêté préfectoral du 09 février 2006 à exploiter un établissement de démontage, dépollution, déconstruction de véhicules hors d'usage sis lieu-dit « sur Roche-Bas », sur la commune de BAULME-LA-ROCHE.

Le volume d'activité autorisé est le suivant :

- 1000 véhicules/an admis dans l'établissement;
- 460 véhicules max. présents sur le site.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En compléments des points mentionnés dans les constats et conclusions du présent rapport, l'exploitant devra déclarer l'accident et transmettre le rapport d'accident répondant aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement :

*"L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.*

*Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.*

*La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité."*

La télédéclaration est à réaliser sur le site Internet suivant :

<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                                                             | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Accessibilité                                        | Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 30.1 (+Art. 13 de l'AM du 26/11/2012) | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | 15 jours              |
| 2  | Accessibilité                                        | Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 31 (+ art. 13 de l'AM du 26/11/2012)  | Demande d'action corrective, Mesures d'urgence                                                                             | 3 mois                |
| 3  | Accessibilité                                        | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 13                                    | Mesures d'urgence                                                                                                          | 3 mois                |
| 4  | Dispositif de rétention des pollutions accidentelles | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 25                                   | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 5  | Accès, surveillance                                  | Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art. 29                                   | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | 15 jours              |
| 6  | MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION                  | Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 32.3.1                                | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective                                                      | 15 jours              |
| 7  | Contrôles                                            | Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 33                                    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 8  | Stockage des VHU                                     | Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 41.2.1                                | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 1 mois                |
| 9  | Stockage des VHU                                     | Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 41.2.3                                | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective                                                      | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu noter des non-conformités sur le site. Ces non-conformités concernent notamment le non respect des limites géographiques du site et les conditions d'entreposage des véhicules et carcasses au sein du site.

La configuration des voies engins et l'encombrement du site ont compliqué l'intervention des services d'incendie et de secours. En l'absence de rétention, les eaux d'incendie n'ont pas pu être collectées, mais sont néanmoins restées sur l'emprise du site (avec infiltration possible dans les sols).

Au vu de ces constatations, l'inspection préconise :

- des mesures de mise en sécurité immédiates,

- des actions correctives,
- des prélèvements au droit des zones impactées par l'incendie au sein du site et dans l'environnement afin de caractériser l'impact du sinistre,
- l'encadrement de la remise en service du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Accessibilité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 30.1 (+Art. 13 de l'AM du 26/11/2012)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, I. Accès à l'installation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Art. 30.1 de l'AP du 09/02/2006 :</u></p> <p>Les installations sont facilement accessibles par les services de secours. Les voies et aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées.</p> <p><u>Art. 13 de l'AM du 26/11/2012 (pas directement applicable aux sites existants) :</u></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation dispose d'un chemin d'accès depuis la route départementale n°16 (sous le chemin de la Chaig) jusqu'au site. Néanmoins, l'accès à l'extrémité Est du site est bordé de véhicules, stationnés hors du site, pouvant être qualifiés de Véhicules Hors d'Usages (VHU) et limitant la largeur du chemin ne permettant pas à des véhicules ou engins de se croiser.</p> <p><b>Non-conformité :</b> présence de VHU au niveau des voies d'accès au site ne permettant aux engins des services de secours d'évoluer sans difficulté.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant évacuera vers les filières autorisées l'ensemble des VHU entreposés hors de l'emprise du site autorisé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                                                              |

#### N° 2 : Accessibilité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 31 (+ art. 13 de l'AM du 26/11/2012)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Art. 31 de l'AP du 09/02/2006 :</u><br/> Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours. [...]</p> <p><u>Art. 13 de l'AM du 26/11/2012 (pas directement applicable aux sites existants) :</u><br/> Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.<br/> Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :<br/> - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % [...]<br/> En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les voies de circulation sur le site sont d'une largeur de 3 mètres maximum avec des passages à 2,70 mètres et présentent des impasses. Cette configuration a conduit à complexifier l'intervention des pompiers.<br/> Afin de fixer les attendus permettant une bonne circulation des engins du SDIS au sein du site, il est proposé, en mesures d'urgence, une modification de la configuration des voiries tenant compte des dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel sectoriel.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mesures d'urgence                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 3 : Accessibilité

|                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 13                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Art. 13 de l'AM du 26/11/2012 (pas directement applicable aux sites existants) :</u></p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;</li> <li>- longueur minimale de 10 mètres, présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</li> </ul>                                                 |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les voies parallèles allant de la zone des VHU non dépollués à l'atelier de démontage, d'une longueur de 100 m, ne sont pas pourvues de surlargeurs et/ou de zones de croisement, ce qui peut être contraignant pour l'intervention des engins du SDIS.</p> <p>Afin de fixer les attendus permettant une bonne circulation des engins du SDIS au sein du site, il est proposé, en mesures d'urgence, une modification de la configuration des voiries tenant compte des dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel sectoriel.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 25</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, V. Recueil des eaux susceptibles d'être pollués</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non-conformité :</b> le site ne dispose pas de bassin ou capacité de rétention des eaux d'extinction d'un incendie.</p> <p><b>Observation :</b> dans le cadre de l'instruction de l'autorisation initiale, le rapport de l'inspection des installations classées en Conseil Départemental d'Hygiène de la séance du 3 novembre 2005 prévoyait les dispositions suivantes : « En cas d'incendie sur le parc des véhicules dépollués, les eaux d'extinction produites s'infiltreraient directement dans les sols. Cependant, elles contiendraient essentiellement des suies compte tenu de l'absence totale d'hydrocarbures dans les véhicules. Un nettoyage (décapage des terres souillées) de la zone atteinte par ces eaux, serait alors engagé par l'exploitant. »</p> <p>La réglementation nationale a toutefois évolué a posteriori et l'article 25 de l'arrêté ministériel sectoriel du 26 novembre 2012 est applicable aux installations existantes.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| L'exploitant doit mettre en place une capacité de rétention des eaux d'extinction d'un incendie, répondant aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel sectoriel, notamment pour le local de dépollution, la zone d'entreposage des VHU non dépollués et les zones d'entreposage de déchets dangereux (fluides et pièces polluées telles que moteurs, boîtes de vitesse...). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

#### N° 5 : Accès, surveillance

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art. 29                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Accès                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.<br>La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, est suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations.<br>Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement.<br>L'accès à l'établissement est surveillé pendant les heures de travail. En dehors de ces heures, le portail d'entrée est fermé afin d'interdire l'accès aux installations. |
| <b>Constats :</b><br><br><b>Non-conformité :</b> Le site n'est pas clos sur l'ensemble de son périmètre. Par ailleurs, des véhicules hors d'usage sont entreposés à l'extérieur du site.<br>Aucun dispositif n'assure l'interdiction physique d'accéder au site.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| L'exploitant doit assurer la mise en sécurité de son site en interdisant son accès, principalement en dehors des heures d'exploitation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 6 : MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION

|                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 32.3.1                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens matériels                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement est doté au moins de :<br>- D'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des lieux présentant des risques |

spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,

- D'une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup>, implantée à moins de 200 mètres du site à défendre et équipée d'une plate-forme de 32 m<sup>2</sup>, et d'une colonne d'aspiration de 100 mm, avec crépine et « demi raccord pompier »,
- De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

#### **Constats :**

L'exploitant disposait de 15 extincteurs sur site. Cinq ont été utilisés, en vain, pour tenter de circonscrire l'incendie.

Une réserve incendie est en place à une vingtaine de mètres de l'angle sud-ouest du hangar de démontage, au milieu d'une végétation dense. Cette cuve dont la contenance, selon l'exploitant, serait de 120 m<sup>3</sup>, est équipée d'un tuyau de 100 mm.

**Non-conformité :** Il n'y a pas de plate-forme dégagée permettant l'installation d'un véhicule pompier. Son accès est impossible du fait du stationnement de divers véhicules et de la végétation présente.

Il n'a pas été présenté de plan du site indiquant la localisation des différents moyens de lutte contre l'incendie.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit libérer le chemin desservant la réserve incendie et veiller à en maintenir son accès libre en tout temps. En particulier il doit empêcher le stationnement de véhicules qui limiterait l'accès en toute sécurité à la citerne pour les camions de pompiers.

Il doit s'assurer de la compatibilité de son raccord avec ceux des pompiers et effectuer une plateforme de 32 m<sup>2</sup> le long de la citerne pour permettre son accès aux engins de secours.

L'exploitant fournira un plan de ses installations, mentionnant les zones et types de danger ainsi que la localisation des moyens de lutte contre l'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 7 : Contrôles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 33

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôles

#### **Prescription contrôlée :**

Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an, par un organisme indépendant.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Constats :</b><br><br>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports de contrôles électriques et des moyens de lutte contre l'incendie, la documentation relative aux activités du site ayant été brûlée.<br>L'exploitant confirme que ces contrôles ont eu lieu en fin d'année 2025. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant fournira les derniers rapports de vérification des moyens d'extinction et des installations électriques en se rapprochant des organismes ayant effectué ces contrôles.                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

#### N° 8 : Stockage des VHU

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 41.2.1                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Véhicules non dépollués                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le stockage temporaire des véhicules non dépollués s'effectue sur une aire imperméabilisée de 100 m <sup>2</sup> , aménagée de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.<br>Le stockage sur cette zone est limité à 10 véhicules.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br><b>Non-conformité :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré qu'une vingtaine de VHU ont été réceptionnés récemment en vue de leur dépollution. Ces véhicules ne sont pas stationnés sur une aire étanche et de nombreux véhicules sont dispersés aux alentours immédiats du site.                             |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit évacuer dans les filières autorisées les véhicules hors d'usage pour lesquels il ne dispose pas des emplacements et capacités de dépollution réglementaires.                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 9 : Stockage des VHU

|                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2006, article Art 41.2.3 |
|---------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Véhicules en attente d'élimination                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les carcasses de véhicules, en attente d'élimination, sont stockées sur une aire dédiée étanche (surface de 900 m <sup>2</sup> ), sur laquelle elles séjournent 2 mois maximum, avant enlèvement.<br>Ces carcasses peuvent être empilées (3 ou 4 véhicules maximum) sur une hauteur limitée à 3 mètres.                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b><br><br><b>Non-conformité :</b> Les carcasses de véhicules sont empilés sur plus de 3 mètres (4 à 5 véhicules empilés). Elles ne sont pas disposées sur une aire étanche.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit évacuer les véhicules dépollués afin de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- libérer les voies d'accès et de croisement,</li> <li>- créer des zones de retournement en fond d'impasse,</li> <li>- limiter la hauteur de véhicule à 3 mètres maximum.</li> <li>- limiter leur présence sur site à moins de 2 mois.</li> </ul><br>Il doit entreposer les véhicules dépollués restant, sur une zone étanche. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |